

la prolétaire

pour un féminisme prolétarien



Solidarité avec les femmes autochtones

LE COMBAT CONTINUE !

Les médias bourgeois relaient récemment les histoires de ces femmes autochtones se confiant sur les multiples abus qu'elles vivent au quotidien, notamment de la part du service policier de Val-d'Or. On peut se demander pourquoi ces abus sont-ils si peu décriés, pourquoi on y accorde si peu d'attention? Il suffit de rechercher un tant soit peu pour découvrir les nombreuses discriminations que vivent ces femmes par rapport aux hommes autochtones, aux femmes blanches ou aux hommes blancs pour constater des injustices sociales, culturelles et juridiques. Ce manque de considération pour la femme autochtone nous amène, le Front féministe prolétarien révolutionnaire à revendiquer la reconnaissance complète des droits de cette communauté. Par le biais de ce court article, nous tenterons humblement de vous informer afin d'être mieux armées pour combattre la bourgeoisie qui choisit volontairement de fermer les yeux sur les abus inadmissibles que subissent ces femmes.

Depuis 1850, le gouvernement du

Canada a mis en place tout un arsenal juridique dans le but d'assimiler toutes les communautés autochtones à la grandeur du Canada. Les colons européens cherchaient alors à s'appropriier leurs terres et leurs ressources. S'ensuit la Loi sur les Indiens en 1876, qui est alors votée par le parlement canadien, institution dont ironiquement les Autochtones sont excluEs. Cet ensemble législatif brime



alors de nombreux droits des Autochtones, notamment en leur conférant un statut de mineur au sens de la loi, leur interdisant certaines cérémonies et ne leur donnant pas le droit de vote avant 1960, entre autres choses.

Toutefois, ce sont les femmes autochtones qui sont les plus touchées. Effectivement, puisque le parlement canadien se donne le droit de décider qui est autochtone ou non, il amène sa vision de la famille sous des apparences de patriarcat imposé. Ainsi, jusqu'en 1985, la femme autochtone perdait son statut lorsqu'elle se mariait avec un non-autochtone, contrairement à l'homme autochtone. Avant l'avènement de la loi C-31 pour laquelle les femmes autochtones se sont battues, la loi sur les Indiens avait comme motif insidieux d'assimiler ces femmes en désirant leur donner une éducation en français ou en anglais obligatoirement ou en leur interdisant de conserver leurs traditions. Les sociétés iroquoises sont les premières à souffrir de cette discrimination faite aux femmes puisque la transmission des traditions repose en grande partie sur la lignée maternelle.

Dans nos sociétés modernes, les données ne sont guère meilleures concernant la discrimination et le peu d'égard dont sont victimes ces femmes. Bien que plus scolarisées que les hommes autochtones, ces dernières ont des revenus inférieurs à leurs conjoints.

(Suite en page 4)

DANS CE NUMÉRO:

- Les prisons pour femmes au Québec
- Les oubliées du secteur public
- L'impact de l'islamophobie sur les musulmanes québécoises
- Les avancées du Front féministe prolétarien

Démontrons dans l'action notre soutien aux femmes autochtones !

DIMANCHE 14 FÉVRIER, 15H - Métro St-Laurent
7^{ième} Marche commémorative en hommage aux femmes disparues et assassinées

MARDI 16 FÉVRIER, 18H
Soirée publique du FFPR-Mtl avec une invitée de Femmes autochtones du Québec
1918, rue Frontenac (Maison Norman Bethune)

Les prisons pour femmes au Québec :

UNE SITUATION INACCEPTABLE!



Les coupures récemment infligées à l'ensemble du milieu carcéral se traduisent par une dégradation des conditions de vie pour les détenu(e)s, les plaçant dans une situation où leurs droits fondamentaux sont constamment bafoués. On parle d'accès à leur médication, à des services de santé de base, à une alimentation décente, à des vêtements, produits d'hygiène et à un environnement salubre. L'état des choses dans les prisons pour femmes est particulièrement déplorable. Historiquement, les centres de détention pour femmes ont toujours bénéficié de moins de commodités que ceux des hommes. L'application des mesures d'austérité n'a fait que creuser l'écart qui sépare les conditions de vie des femmes incarcérées en comparaison de celles de leurs homologues masculins.

Pour commencer, les détenues enceintes ne sont pratiquement pas prises en charge lors de leur grossesse. Le suivi qu'on leur offre se résume à une échographie et à quelques crackers, du fromage en tranche cheap et une pomme en guise de supplément alimentaire. Si une complication survient, too bad! Elles n'avaient qu'à ne pas se retrouver en prison. Les centres de détention pour femmes se retrouvent avec le plus piètre des services médicaux,

alors que ce serait ceux-là qui en auraient le plus besoin. Sans compter l'accès moindre aux programmes de réinsertion sociale, aux activités sportives, aux thérapies, au divertissement (les hommes ont des playstations dans leurs wings!) et aux produits nettoyants.

Déjà désavantagées, elles le seront d'autant plus, car les compressions budgétaires ont mené à la décision de fermer définitivement Tanguay. Les détenues seront alors transférées au centre de détention Leclerc. À peu près tous les programmes qui subsistaient à Tanguay ne survivront pas au déménagement, prévu en mars prochain. Seul le service de pastorale suivra. Déjà que le service de vêtements a été considérablement réduit, il sera impossible pour les femmes sans aide extérieure de s'en procurer. Le problème de surpopulation, déjà important, va empirer. Même le syndicat des screws, le SAPSQ, craint une recrudescence de la violence à Leclerc. Ce déménagement marquera une étape dans l'aggravation de la condition féminine québécoise.

La présente situation n'est que l'un des nombreux exemples exprimant la triple oppression que vivent les femmes les plus pauvres et les plus exploitées de la société. La précarité financière dans laquelle l'insuffisance de l'aide sociale et des res-

sources comme l'aide alimentaire les placent, ainsi que le machisme dominant majoritairement le milieu criminel, poussent un nombre important de ces femmes à avoir recours à la prostitution, qui est le rapport d'exploitation le plus clair et direct que l'on retrouve dans l'économie capitaliste. Non seulement les femmes criminalisées le deviennent pour cause de pauvreté extrême, elles le sont dans des conditions qui se trouvent moins bonnes que celles des hommes, et suite à une exploitation sans comparaison. La condition des femmes dites du lumpen-prolétariat est révélatrice quant à la différence d'avantages entre les hommes et les femmes en général, mais encore plus de comment les pauvres la vivent en comparaison des autres femmes de classes sociales plus élevées, c'est-à-dire de manière foutrement plus aigüe. Là se trouve la plus grande inégalité de toutes, celles entre les riches et les pauvres.

la prolétaire

pour un féminisme prolétarien

La prolétaire est un journal produit par le **Front féministe prolétarien et révolutionnaire de Montréal (FFPR-Montréal)**.

Le FFPR se consacre à organiser entre elles les femmes prolétaires (travailleuses, immigrantes, autochtones ou étudiantes sans revenus) qui subissent à la fois l'exploitation économique et l'oppression patriarcale du système capitaliste et de ses exploitateurs.

En propageant et en organisant des luttes et revendications de femmes prolétaires, nous espérons développer un véritable groupe de femmes militant et révolutionnaire. Militant car il sera de toutes les luttes immédiates, et révolutionnaire car il met aussi de l'avant la lutte politique de la classe prolétaire contre les bourgeois et bourgeois capitalistes.

Mettons fin à leur système et à toutes les oppressions ! Joignez-vous à nous et à nos rencontres régulières en contactant le : Ffpr Montréal sur Facebook ou par courriel: Ffpr-montreal@pcr-rpc.ca ...Ou passez nous voir à la librairie Maison Norman Bethune au 1918, rue Frontenac (près du métro).

LES RÉPERCUSSIONS DE L'ISLAMOPHOBIE SUR LES MUSULMANES QUÉBÉCOISES

Depuis l'apparition de la Charte des valeurs québécoises de Pauline Marois et de Bernard Drainville au PQ en 2013, un nombre croissant d'actes islamophobes ont eu lieu au Québec, et ce, autant en régions que dans la grande métropole. Avec les récents attentats de Paris et l'arrivée de réfugiés en provenance de Syrie, dont plusieurs de confession musulmane, les groupes islamophobes pullulent dans les réseaux sociaux et tentent de mettre en action leur haine envers la communauté musulmane. La lutte contre l'islamophobie n'est pas terminée.

La charte identitaire et xénophobe de 2013, qui portait le déguisement de l'égalité entre les sexes a, malgré qu'elle soit aujourd'hui dans le coma jusqu'à nouvel ordre, fait d'énormes dommages au sein de la communauté musulmane.

Sur les réseaux sociaux, il est commun de voir que les individus qui prônent l'égalité entre les sexes sont aussi ceux qui encouragent le retrait du hijab. S'ils voulaient tant l'égalité, pourquoi n'a-t-on pas entendu parler du retrait des barbes chez les hommes musulmans?

L'ironie veut que, surtout depuis la charte, ce soient les femmes qui sont le plus victimes d'actes criminels à caractère haineux. Selon le CCQI, les actes islamophobes sont de 80% envers les femmes, comparativement

à 20% pour les hommes.

Mais sous quelles formes se présentent ces actes?

Tous les actes à caractère haineux et xénophobes ne sont pas nécessairement d'ordre criminel. Toutefois, tous ont des répercussions sur les victimes :

- Discrimination à l'embauche
- Injures, humiliations en public
- Bousculades
- Refus de servir une femme voilée
- Refuser d'être servi(e) par une femme voilée
- Intimidation
- Cracher sur elle ou à ses pieds
- Grossière indécence
- Ne pas céder sa place à une femme voilée enceinte et lui mentionner
- Violence physique (pousser, faire chuter, arracher le hijab, bloquer le chemin, coups, gifles, etc.)

Selon les statistiques, peu de femmes osent porter plainte aux autorités de peur de ne pas être prises au sérieux ou par manque de preuves ou de témoins. La plupart des victimes d'agressions physiques vont opter pour rester à la maison et n'en sortir que si elles sont véhiculées ou accompagnées par un homme. Elles



deviennent donc femmes au foyer, qu'elles soient éduquées ou non. L'isolement rend plusieurs victimes paranoïaques, déprimées ou dépressives.

Nous demandons de mettre fin à cette attitude fasciste qui brime les droits fondamentaux des femmes musulmanes, qu'elles soient immigrantes ou converties.

Nous demandons à ce qu'il y ait plus d'interventions auprès des gens qui, par ignorance, font la promotion des actes xénophobes.

Nous demandons à ce qu'il y ait des contre-manifestations pour toutes les manifestations à caractère raciste ou xénophobe.

Les femmes musulmanes, exigent d'avoir les mêmes droits que toutes les femmes québécoises et de ne pas être traitées comme des citoyennes de seconde classe.

Le Front féministe prolétarien et révolutionnaire (FFPR) de Montréal fut un des principaux groupes organisateurs de la contre-manifestation dénonçant la tentative du groupe PEGIDA, un groupe fasciste d'origine européenne « contre l'islamisation », de s'établir au Québec. Cette manifestation populaire anti-islamophobe, tenue le 27 mars 2015, fut un grand succès, alors que plus de 1000 personnes solidaires des femmes musulmanes, ont défilé dans les rues du petit Maghreb. Et nous continuerons à contrer toute manifestation islamophobe dans les rues de Montréal !

(Suite de la page 1)

En effet, la responsabilité de la situation de la famille retombe sur les épaules de ces femmes qui affichent un taux de fécondité beaucoup plus élevé que les femmes non autochtones. Les responsabilités familiales, la grossesse ou le soin des enfants représentent les raisons le plus souvent invoquées pour un arrêt du cheminement scolaire ou la cessation d'un emploi. De plus, elles se retrouvent souvent seules avec ces responsabilités puisque le taux de monoparentalité est deux fois plus élevé chez les femmes autochtones.

N'attendons plus une quelconque forme d'aide des gouvernements bourgeois. Car en plus de subir la violence au sens général, les femmes autochtones subissent des formes de violence qui sont directement liés à la façon dont l'Etat impérialiste canadien traite les Premières nations (voir encadré). Le Front féministe prolétarien révolutionnaire (FFPR-Montréal) souhaite faire de la revendication des droits des femmes autochtones, un cheval de bataille important!

LES DIFFÉRENTS VISAGES DE LA VIOLENCE SUBIE PAR LES FEMMES AUTOCHTONES

La violence structurelle : cette forme de violence englobante renvoie aux effets systémiques des politiques d'effacement et d'assimilation mises en place par les gouvernements successifs depuis au moins le milieu du 19e siècle. La Loi sur les Indiens constitue l'exemple par excellence d'un système qui encadre tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, juridique et culturelle des Premières Nations.

La violence institutionnelle : cette seconde forme de violence, découlant nécessairement de la première, concerne plus directement les impacts que l'on associe à des régimes institutionnels particuliers, que ce soit en matière d'éducation, de santé ou de sécurité publique. Le cas des pensionnats indiens en constitue un exemple probant. Non seulement cette violence s'est-elle manifestée dans la vie des personnes ayant survécu au pensionnat, mais ses conséquences ont traversé les générations et ont modifié durablement la trajectoire de vie de milliers d'enfants en s'insinuant dans toutes les sphères de leur existence.

La violence familiale : cette expression est couramment utilisée en contexte autochtone pour bien marquer le fait que la violence ne concerne pas uniquement les couples, mais aussi les enfants et éventuellement d'autres personnes évoluant avec ou autour de la famille.

La violence personnelle : enfin, cette dernière forme de violence recouvre les manifestations liées entre autres à la violence physique, à la manipulation psychologique, au contrôle financier, et implique des individus.

Source : Femmes autochtones du Québec Inc, document Debout et solidaires, 2015

Mardi 8 mars 2016 :
le FFPR-Montréal sera dans la rue!
Venez marcher avec nous lors de la

MANIFESTATION POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Rassemblement: 17h45 au Carré Cabot (métro Atwater)
Rejoignez notre bannière
et marchez avec nous!

La manifestation est une initiative du collectif Femmes de diverses origines (FDO-WDO) auquel le FFPR-Mtl participe activement.

Secteur public:

LES OUBLIÉES DES NÉGOCIATIONS

Le 9 décembre dernier, 400 000 travailleuses et travailleurs de la fonction publique provinciale étaient en grève pour protester contre la détérioration de leurs conditions de travail. Les principales revendications du mouvement visent entre autres le rejet du gel salarial de 2 ans des employées de l'État de même que le report de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans. Aussi, dans le secteur de l'éducation, le nombre d'élèves dans les classes de même que l'accès à des services spécialisés pour les enfants en difficulté font l'objet de vives protestations.

Le gouvernement libéral, représenté par Martin Coiteux, était tout fier d'annoncer juste avant Noël, une entente globale avec le « Front commun » intersyndical, entente qu'il ne restait plus qu'à faire entériner par les syndicats locaux. Toutes les directions syndicales à l'exception de la FAE chez les enseignantEs du secondaire, ont recommandé l'entente à leurs membres.

L'État québécois, fort habile, s'est assuré d'offrir aux plus hauts salariés, (notamment les infirmières, les professionnelLES et les enseignantEs des CEGEPS), des compensations et concessions qui leur ont paru suffisantes, histoire de diviser le mouvement en en donnant aux syndiquéEs les moins maltraités. Malheureusement, les directions des centrales syndicales se sont empressées d'accepter l'offre du gouvernement, abandonnant du même coup une large partie des syndiquéEs, qui sont comme par hasard, les plus pauvres d'entre eux et elles.

Or voilà que quelques jours plus tard, la Fédération syndicale FSSS-CSN qui regroupe le plus d'em-

ployés dans les services de santé (plus de 110 000 membres), a recommandé à ses membres de rejeter l'offre patronale ! La vice-présidente régionale - Côte nord, Gisèle Charette, a expliqué à la télévision publique, pourquoi elle a recommandé aux délégués de voter contre, en désaccord avec la direction de la CSN :

« Nous, à la Fédération, on n'a pas



juste les infirmières. [...] Ça aurait été trop facile de se dire qu'on a eu quelque chose de bien pour la catégorie 1, qui sont les infirmières, donc, on va oublier les autres. Non. On a 110 000 membres. » Je pense que nos membres vont être contents qu'on ait refusé ça parce que, sur toute la Côte-Nord, les gens, ce qu'ils voulaient, c'est être reconnus pour ce qu'ils font et avoir du salaire. Mais là, on n'en a pas, de salaire. »

La fédération représente notamment des préposés aux bénéficiaires, des agentEs administratifs, des employéEs des services alimentaires et des infirmières auxiliaires. Quand on voit quels secteurs restent mobilisés et résistent à la pression des directions syndicales et du gouvernement, on constate qu'il s'agit des secteurs les moins

favorisés de la fonction publique. Et il faut continuer à les défendre !

Encore une fois, c'est au détriment des couches populaires que s'opère la transition vers un système à deux vitesses. Encore une fois, ce sont principalement les femmes qui font les frais des coupures bourgeoises, celles-ci détenant la majorité des emplois précarisés par les mesures d'austérité. C'est aussi nous les femmes qui sommes les plus directement touchées par l'effritement des services sociaux, car c'est encore nous qui sommes en majeure partie responsables des soins, de l'éducation et de l'économie de la famille.

Le front féministe prolétarien sa-lue au passage le courage de celles et ceux qui osent défier la répression gouvernementale, notamment en provoquant des arrêts de travail jugés illégaux par l'administration capitaliste et qui veulent continuer la lutte. En effet, nous sommes convaincues que c'est en prenant la rue et en bravant les injustices que nous nous reconnaitrons la force de faire régner le pouvoir populaire et d'ériger un monde socialiste égalitaire et progressiste.

Le front féministe prolétarien appelle à l'unité des femmes prolétaires pour former l'avant-garde d'un projet d'espoir, d'un soulèvement qui renversera une fois pour tout ce système pourri, par lequel les bourgeois et les bourgeoises s'enrichissent en exploitant ceux qui ne détiennent que leur force de travail pour survivre.

*Photo : Gisèle Charette, vice-présidente Côte-Nord de la Fédération de la santé et des services sociaux. Photo : ICI Radio-Canada

LES AVANCÉES DU FRONT FÉMINISTE PROLÉTARIEN

Dans le mouvement des femmes, le FFPR propose un débouché pour donner un nouvel élan au mouvement. Nous voulons faire mentir les propos de la sociologue américaine Barbara Epstein qui dit : « Le féminisme d'aujourd'hui est plus une idée qu'un mouvement, mouvement auquel il manque désormais la qualité de visionnaire. »

Au Canada tout se passe dans le mouvement des femmes comme si nous avions toutes obtenu cette égalité et cette liberté réclamées. Même si le premier Ministre Justin Trudeau, a choisi la parité homme/femme pour son cabinet, ça n'empêche pas les conditions de vie des prolétaires de se détériorer. L'augmentation de la nourriture sans indexation des revenus, accompagnée des mesures d'austérité du gouvernement Couillard, ne sont que la pointe de l'iceberg de cette détérioration.

Nous pensons que l'essoufflement du mouvement féministe et la morosité des masses qui se désintéressent des luttes politiques, proviennent de la négation des classes dans notre culture qui se traduit par une absence de « conscience de classe » chez les prolétaires. Le mouvement féministe historique, de tendance bourgeoise s'est toujours considéré comme « uni-classiste ». Les femmes bourgeoises ont eu le leadership dans le mouvement, niant l'existence des classes sociales au sein du mouvement des femmes et accusé les féministes marxistes de diviser le mouvement avec la lutte de classe, croyant que la force du nombre aiderait à faire changer les choses par des réformes qui ne remettraient pas en question, ou si peu le système capitaliste. Le résultat, a eu le défaut de ne libérer que les femmes qui ont réussi dans le système capitaliste : celles, par exemple qui réussissent à se hisser à la tête de partis politiques ou



d'empires financiers comme Wal-Mart, la Banque Laurentienne, la Financière Sun Life, la Fédération des Chambres de Commerces et des Caisses Populaires Desjardins. La libération de l'ensemble des femmes est loin d'être atteinte.

Dans notre société, il existe une division entre les intérêts de ceux et celles qui possèdent la richesse et d'un autre côté, ceux et celles qui n'ont rien ou si peu...et qui doivent comme on dit, « gagner leur vie » avec des emplois de crève-faim ou sans emploi du tout. C'est pourquoi, quand on parle des prolétaires, nous ciblons : les femmes autochtones, les travailleuses domestiques, les travailleuses au salaire minimum, les immigrantes, les femmes monoparentales, les étudiantes et re-traitées pauvres.

Comme nous croyons que les intérêts des deux classes principales sont irréconciliables et que la libération des femmes passe par l'émancipation politique, nous voulons relever le défi de nous unir sur la base de notre classe par et dans la lutte politique. Nous proposons donc, une stratégie en cinq points, dans le **Manifeste pour un mouvement féminisme prolétarien révolutionnaire**. D'abord, nous nous unissons sur la base de notre oppression plutôt que sur l'unique fait que nous soyons nées femme, ce que nous l'espérons,

permettrait davantage de défendre nos intérêts.

Voici donc les 5 points du Manifeste :

1. **Nous sommes unies par notre condition de prolétaires.**
2. **Nous luttons pour la libération des femmes... et contre toutes les oppressions.**
3. **Nous luttons contre le capitalisme et contre les rapports sociaux qui en découlent.**
4. **Nous voulons nous unir au côté des hommes de notre classe tout en luttant contre les comportements sexistes.**
5. **Nous serons à l'avant-plan dans la lutte politique générale contre le capitalisme et pour transformer la société.**

Toute l'année, nous ferons campagne pour unir des femmes sur la base de nos 5 points et construire un contingent dans la manifestation de la Journée internationale des Femmes.

Construisons ensemble le Front féministe prolétarien à Montréal !

CONTACTEZ-NOUS !

Sur Facebook au Ffpr Montréal;

Par courriel :

Ffpr-montreal@pcr-rqp.ca

Procurez-vous le Manifeste à la

Maison Norman Bethune

1918, rue Frontenac